ASSEMBLÉE NATIONALE

10 septembre 2020

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL - (N° 3301)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 64

présenté par
M. Blanchet

ARTICLE 7

Compléter l'alinéa 7 par les mots :

« ainsi que, pour ceux mentionnés au 2°, par les chambres consulaires ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de clarification provenant de CCI France : les Chambres consulaires n'étant pas des organisations syndicales ou professionnelles au sens du droit, une application stricte de la rédaction actuelle voudrait que leurs représentants soient désignés par les organisations professionnelles. Il convient donc de préciser que les représentants des Chambres consulaires sont désignés par celles-ci.